RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 15179
Numéro SIREN : 912 978 004
Nom ou dénomination : AB SERVICE

Ce dépôt a été enregistré le 04/12/2023 sous le numéro de dépôt 149086

CESSION de PARTS SOCIALES de SASU

Entre les soussignés:

MADAME AMINA BENAZET, Né le 24/10/1992 a MONTREUIL, demeurant au 20 bd gabriel Peri – 93110 ROSNY SOUS BOIS de nationalité française. ci-après dénommer le "CEDANT", d'une part	**Monsieur HERALD MAIER, né le 17/02/1973 à WIEN (Autriche), demeurant 2, Sandorjordgasse – WIEN 1010, OSTERREICH de nationalité AUTRICHIENNE** **ci-après dénommer le "CESSIONNAIRE",** **d'autre part**

Il été exposé et convenu ce qui suit:

La SARL dénommée **SASU AB SERVICE** RCS 912 978 004
Ayant pou siège social le 7 boulevard de picpus – 75012 PARIS
Ayant pour objet
ENTREPRISES DE TRAVAIL A TEMPS PARTAGE
MISE A DISPOSITION DE PERSONNES QUALIFIEES A DES ENTREPRISES CLIENTES QUI NE PEUVENT RECRUTER ELLES-MEMES EN RAISON DE LEUR TAILLE OU DE LEURS MOYENS.
a été constituée par acte sous seing privée en date du **01/04/2022**
Son capital social de 1 000,00€ est divisé en CENT (100) parts numérotées de UN à CENT et d'une valeur de DIX EUROS (10,00€) chacune.

CESSION par les présentes, le cédant cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, au cessionnaire qui accepte **CINQUANTE (100)** parts sociales de ladite société, avec tous les droits et obligations qui y sont attachés, numérotées **de 000 à 100.**

PRIX : La présente cession et consentie et acceptée moyennant le prix de **MILLE EURO (1 000,00€)** pour les parts cédées, que le cédant reconnaît recevoir du concessionnaire et dont il lui donne ici quittance.

SIGNIFICATION : La présente cession sera signifiée à la société conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

PROPRIETE – JOUISSANCE : Ladite cession prendra effet à compter du **02/03/2023**
A compter de cette date, le concessionnaire sera propriétaire dédites parts, en touchera les revenus et sera subrogé dans tous les droits et obligations qui y sont attachées. Ladite cession n'entraine pas la dissolution de la société. Aucun titre ne représente les parts cédées, dont la propriété résulte des statuts et des actes qui les ont modifies. Ladite cession est agrée le concessionnaire en qualité de nouvel associe. Une copie certifiée conforme par la gérance, du procès verbal de la délibération est annexée aux présentes. Le cas échéant, agrément donne a la CESSION, les associes ont par délibération de leurs assemblée générale réuni le **02/03/2023**autorise la présente cession et agrée le concessionnaire en qualité de nouvel associe.

FORMALITE DE LA CESSION : Tous les frais et honoraires et ceux qui en seront la conséquence, seront à la charge de la société, ceci faisant suite a la modification des statuts.

Fait à PARIS, le 02/03/2023

LE CEDANT
MME AMINA BENAZET
Signature précédée de la mention manuscrite" Lu et approuvé"

Lu et approuvé

LE CESSIONNAIRE
M HERALD MAIER
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Lu et approuvé
HERALD MAIER

Fait en trois(3) originaux pour être déposes en annexe au Registre du Commerce

SASU AB SERVICE

Au capital de 1 000,00 €

7 boulevard de picpus – 75012 PARIS / RCS 912 978 004 PARIS

PROCES VERBAL

Assemblée Générale Extraordinaire

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS LE DEUX MARS A 15 HEURES.

L'assemblée générale extraordinaire, au siège de la société est ouverte.

La Présidente AMINA BENAZET, annonce en tant que présidente jusqu'à ce jour de la **SASU AB SERVICES**, durant sa gestion, la responsabilité de la **SASU AB SERVICES** n'a été nullement engagée, et qu'a ce jour aucune dette ne court, et les formalités administratives sociales, fiscales et commerciales sont à jours et que tous les actifs et passifs depuis la créqtion de la SASU AB SERVICE sont de la responsabilité du nouveau président nommé ce jour **Monsieur HERALD MAIER.**

2 ORDRES DU JOUR

1 - Changement de présidence
2 - Cession de parts sociales

- **PREMIERE RESOLUTION : Changement de Gérant**

D'un commun accord l'assemblée décide la démission de l'ancien associé
Ancienne Présidente, Madame AMINA BENAZET
Nouveau Président: Monsieur HERALD MAIER, né le 17/02/1973 à WIEN (Autriche), demeurant 2, Sandefjordgasse – WIEN 1010, OSTERREICH de nationalité AUTRICHIENNE.

La mise à jour des modifications des statuts sera effectuée en date du **02/03/2023**
LA RESOLUTION EST ADOPTEE SANS ABSTENTION NI AVIS CONTRAIRE.

- **DEUXIEME RESOLUTION : cession de parts sociales**

D'un commun accord, l'ancienne présidente AMINA BENAZET a cédé toutes ses parts sociales numérotées de **000 à 100** pour la somme de **1 000 € (MILLE EUROS)** à **Monsieur HERALD MAIER** le **02/03/2023.**

La mise à jour des modifications des statuts sera effectuée en date du **02/03/2023.**
LA RESOLUTION EST ADOPTEE SANS ABSTENTION NI AVIS CONTRAIRE.

Fin de l'assemblée à 15h30.

CERTIFIE CONFORME

Ancienne Présidente	Nouveau Président
MME AMINA BENAZET	M. HERALD MAIER

STATUTS

Modification gérance en date du 02/03/2023

Dénomination : **ABS – AB SERVICE**

SAS au Capital social de 1000 €
Siège social :
7 BOULEVARD PICPUS -75012 PARIS

Les soussignés :

1. **M. MAIER Herald, né le 17/02/1973 à Vienne (Autriche) de nationalité Autrichienne, demeurant au 2 Sandefjordgasse – Wien 1010 OSTERREICH.**

Désirant reprendre une **société à action simplifiée**, a établi les statuts suivants :

MH

ARTICLE 1 : FORME

La société dont s'agit est créée sous la forme société à action simplifiée unipersonnelle, régie par toutes les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

L'objet de la société consiste en

MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS QUALIFIÉS A DES ENTREPRISES QUI NE PEUVENT PAS RECRUTER ELLES MEMES EN RAISON DE LEUR TAILLES ET DE LEUR MOYENS

ARTICLE 3 : DUREE

La durée de la société est fixée à **99 années**, ce à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.
Celle-ci pourra, cependant, être prolongée ou au contraire écourtée en cas de dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 4 : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est : **AB SERVICE**

Dans tous les actes et documents émis par la société, quels qu'ils soient, doit figurer un entête indiquant la dénomination sociale suivie de la mention "société à action simplifiée unipersonnelle" ou de l'abréviation "SAS", du montant du capital social, du siège social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 5 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au : **7 BOULEVARD PICPUS 75012 PARIS**

ARTICLE 6 : APPORTS

6.1 Apports en nature

Le montant total des apports en nature NEANT

6.2 Apports en numéraire
Les apports en nature s'élevant à la somme de **1000 euros**,
Le montant total des apports consentis est de **1000 euros.**
Les fonds sont déposés à la banque :

QONTO 20B RUE LA FAYETTE 75009 PARIS

6.3 Total des apports
Le montant des apports s’élève à 1000 euros

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme totale de **1000 euros**,
Lequel est divisé en **100 actions** d’une valeur nominale de **10 € chacune**,
Intégralement et entièrement libérée, numérotée de **001 à 100** et réparties entre les associés de la manière suivante :

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1 Augmentation de capital
L'associé réunis extraordinairement peut décider d'augmenter le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.
8.2 Réduction de capital
L'associé réunis extraordinairement peut décider de réduire le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : CESSION ET TRANSMISSION DE ACTIONS

9.1 Cession

Toute cession ou transmission de parts sociales appartenant à l'un des associés doit être constatée par écrit :
- dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil
- ou être déposé au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.
La cession de parts sociales entre associés eux-mêmes est libre.
En revanche, la cession entre associés et conjoints, ascendants ou descendants et autres tiers ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés, lequel est acquis à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.
Dans cette dernière hypothèse, le cédant doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le délai de huit jours suivant cette notification, l'assemblée générale des associés doit être convoquée par la gérance à l'effet de délibérer sur ledit projet. Une consultation écrite est également possible.
La décision prise est ensuite communiquée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession faite par le cédant, l'accord de la société est réputé acquis.
En cas de refus d'agrément, les associés ont l'obligation soit d'acquérir soit de faire acquérir lesdites parts dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du Code civil, ce dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus.
(Variante)
Toute cession ou transmission de parts sociales appartenant à l'un des associés doit être constatée par écrit :
- dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil
- ou être déposé au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.
La cession de parts sociales entre associés eux-mêmes et entre associés et conjoints, ascendants ou descendants est libre, que ces derniers soient associés ou non.

En revanche, la cession à des tiers autres que les personnes ci-dessus mentionnées ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés, lequel est acquis à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.
Dans cette dernière hypothèse, le cédant doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le délai de huit jours suivant cette notification, l'assemblée générale des associés doit être convoquée par la gérance à l'effet de délibérer sur ledit projet. Une consultation écrite est également possible.
La décision prise est ensuite communiquée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession faite par le cédant, l'accord de la société est réputé acquis.
En cas de refus d'agrément, les associés ont l'obligation soit d'acquérir soit de faire acquérir lesdites parts dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du Code civil, ce dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus.

ARTICLE 10 : DROITS

10.1 Chaque action confère à son propriétaire un droit égal sur les bénéfices réalisés par la société, sur la propriété de l'actif social et sur le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

10.2 L'associé n'est pas tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport.
Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsqu'aucun commissaire aux apports n'a été désigné ou lorsque les associés n'ont pas retenu la valeur proposée par le commissaire aux apports.
10.3 La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 11 : PRESIDENT ASSOCIE UNIQUE

11.1 Nomination et pouvoirs du gérant

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non. Celui-ci ou ceux-ci seront nommés dans un acte séparé.
Au cours de la vie sociale, ils sont nommés par décision collective ordinaire.

A cet effet, ils pourront faire tous les actes de gestion qu'ils jugeront utiles au bon fonctionnement de la société. A l'égard des tiers, ils disposeront des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

M. MAIER Herald, né le 17/02/1973 à Vienne (Autriche) de nationalité Autrichienne, demeurant au 2 Sandefjordgasse – Wien 1010 OSTERREICH.

.

A cet effet, il pourra faire tous les actes de gestion qu'il jugera utiles au bon fonctionnement de la société. A l'égard des tiers, il disposera des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.
11.2 Responsabilité du gérant
Le gérant est responsable envers la société ou envers les tiers des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, des violations des statuts, ainsi que des fautes commises dans sa gestion.
11.3 Cessation des fonctions du gérant
Le gérant pourra être révoqué pour juste motif par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.
Ses fonctions cesseront également par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité ou révocation.
11.4 Rémunération du gérant
La rémunération du gérant sera fixée lors de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 12 : DECISIONS DES ASSOCIES – ASSOCIE UNIQUE

12.1 Modalités
- Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée générale soit par consultation écrite des associés, soit par acte sous seing privé ou notarié signé par tous les associés. S'agissant, toutefois, de l'approbation des comptes annuels, une assemblée générale ordinaire doit être convoquée.
- Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés autres que celles relatives aux modifications statutaires, à l'agrément pour une cession ou une mutation de parts sociales, aux droits de souscription ou d'attribution.
Les décisions ordinaires sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.
Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.
- Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour objet une modification des statuts, l'agrément pour une cession ou mutation de parts sociales ou les droits de souscription ou d'attribution.
Elles doivent être adoptées : . À l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société civile, ou en société par actions simplifiée.
. A la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en

cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts. . Par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.
Sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.
- Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée dans un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

ARTICLE 13 : EXERCICE ET COMPTES SOCIAUX

Chacun des exercices sociaux débutera le **01/01** pour être clos le **31/12** de chaque année et exceptionnellement le 1er exercice sera clôturé le **31/12/2023**.

Les comptes annuels, l'inventaire, le rapport de gestion, les rapports spéciaux du gérant et les rapports du commissaire aux comptes (s'il existe) seront établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 14 : AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le bénéfice ou la perte de l'exercice écoulé est calculé par différence entre les produits et les charges de l'exercice, ce après déduction des amortissements et provisions.
Sur le bénéfice ainsi obtenu, diminué éventuellement des pertes antérieures, est prélevée une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.
Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.
Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.
Aucune distribution ne peut, cependant, avoir lieu lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.
L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 15 : CONTROLE- COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales, la nomination de commissaires aux comptes n'est requise que dans certains cas.

Le cas échéant, ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 : PROROGATION

Les associés, réunis extraordinairement pourront décider de la prorogation de la société, ce au plus tard un an avant la date d'expiration de la société.

ARTICLE 17 : DISSOLUTION ET LIQUIDATION

17.1 La société sera dissoute à l'arrivée de son terme, sauf prorogation, ou en cas de survenance d'une cause de dissolution prévue par la loi. Elle peut également intervenir du fait d'une décision des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.
17.2 Dès sa dissolution, la société est mise en liquidation. A cette fin, un ou plusieurs liquidateurs doivent être nommés lors de l'assemblée générale prononçant la dissolution. Ils disposent à cet effet des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde entre les associés. En fin de liquidation, il leur appartient de convoquer l'assemblée générale à l'effet de statuer sur les comptes définitifs, de donner quitus et décharge de leur mandat aux liquidateurs et de constater la clôture de la liquidation.
Par ailleurs, les fonctions du gérant et des commissaires aux comptes cessent à compter de décision prononçant la dissolution.
A compter de ladite décision, dans tous les actes et documents divers émanant de la société, la dénomination sociale doit être suivie de la mention "en liquidation".

ARTICLE 18 : CONTESTATIONS

Toute contestation relative aux affaires sociales pouvant surgir pendant la durée de la société sera tranchée par le tribunal compétent.

ARTICLE 19 : ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Est annexé aux présents statuts, l'état des actes accomplis à ce jour précisant pour chacun d'entre eux les engagements qui en résulteront pour la société.

Lesdits actes, dont les associés déclarent avoir pris connaissance, seront repris automatiquement par la société dès son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 20 : FORMALITES ET POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant aux fins d'accomplir les formalités de publicité corrélatives à la constitution de la société et notamment celles nécessaires à l'acquisition de la personnalité morale.

Fait à Paris, le 02/03/2023

En autant d'exemplaires que requis par la loi.

